



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE**



SM le Roi adresse un message au 42ème sommet ordinaire de la CEDEAO

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a adressé un message au 42ème sommet ordinaire des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a ouvert ses travaux mercredi à Yamoussoukro, dans le centre de Côte d'Ivoire.

Voici le texte de ce message, dont lecture a été donnée par le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane :

"Louange à Dieu Prière et Salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses Compagnons Monsieur le Président Alassane Ouattara, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Monsieur Kadré Désiré Ouédraogo, Président de la Commission de la CEDEAO, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il M'est particulièrement agréable de M'adresser à la présente Session Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, qui se tient à Yamoussoukro, sur cette terre ivoirienne, chère au peuple marocain. Je Vous souhaite plein succès dans Vos importants travaux et Me réjouis fortement de cette nouvelle opportunité de partager avec Vous, à cette occasion, (très chers frères), quelques idées, observations et suggestions. Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais souligner, avec force, l'importance stratégique que le Royaume du Maroc accorde à ses relations prioritaires avec la

CEDEAO et tous ses Etats membres. Des relations portées avant tout, par une histoire séculaire riche d'échanges multiples, de liens de sang et de valeurs culturelles et culturelles partagées. Des relations institutionnalisées et consolidées depuis nos indépendances recouvrées, Des relations approfondies, élargies et enrichies, tout au long de ces dernières années, par une solidarité exemplaire et une coopération Sud-Sud singulière, au bénéfice de nos peuples.

Depuis Mon accession au Trône de Mes Glorieux Ancêtres, Je n'ai cessé d'accorder un intérêt tout particulier à cet axe fondamental des relations extérieures du Royaume, ainsi qu'à la philosophie spécifique qui le porte et aux réalisations en matière de développement humain qui le caractérisent.

Aujourd'hui, et grâce à cette action concertée et partagée, des milliers d'étudiantes et d'étudiants ouest-africains, boursiers de l'Etat marocain, poursuivent leurs cursus académiques dans les Universités et Grandes Ecoles marocaines tandis que les programmes bilatéraux d'apprentissage et de formation professionnelle s'approfondissent.

Des dizaines de projets de coopération ont été engagés et réalisés dans les domaines prioritaires de l'agriculture, de l'eau, de l'électricité, de l'éducation et de la santé.

Les pays de la CEDEAO sont régulièrement desservis par la "Royal Air Maroc" qui ouvrira une nouvelle ligne aérienne sur le dernier Etat membre, le Cap-Vert, dans les prochains jours.

Le partenariat public-privé s'est également développé ces dernières années, le Maroc se hissant au 1er rang des investisseurs africains dans la sous-région. Les investissements privés marocains couvrent dorénavant des domaines variés tels ceux de la banque et de la finance, de l'assurance, des télécommunications, des infrastructures, du logement et des mines. Des perspectives prometteuses s'ouvrent

aussi en matière "d'économie verte", adaptée aux sols ouest-africains.

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais exprimer ici Mon ardent souhait de voir bientôt les Etats Maghrébins se présenter à Vous, unis, solidaires et engagés, pour construire avec la CEDEAO des relations inter-régionales fructueuses et tournées vers l'avenir.

Si, malgré les difficultés et les obstacles, les 5 pays de l'Union du Maghreb ont pu développer, depuis longtemps déjà, un dialogue avec les 5 pays européens de la Méditerranée Occidentale et, au-delà, avec l'Union Européenne, pourquoi hésitent-ils encore à l'instaurer avec leur voisinage immédiat du Sud avec lequel ils partagent tant, en termes de défis et de menaces mais aussi et surtout, en termes de fraternité, de potentialités et de proximités en tous genres?

En effet, du Nord au Sud, le Maghreb et son Sahara, les espaces du grand Sahel et les territoires ouest-africains ouverts sur l'Atlantique forment une grande zone d'interdépendances croissantes, d'influences réciproques et de complémentarités certaines.

Même si la Nature et le Climat ont façonné différemment ces strates géographiques sur lesquelles se sont construites nos Nations, nos espaces Nord et Ouest africains, comme nos hommes, font face à des défis communs et des enjeux croisés : ceux du développement durable comme ceux de la sécurité collective, auxquels nous ne pourrons apporter de réponses pérennes et optimales que dans la conjugaison des efforts à tous et la coordination des actions. Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

La crise aigue qui secoue le Mali frère apporte la preuve éclatante de l'inefficacité avérée des approches partielles, des démarches

sélectives ou encore, des ripostes parcellaires, face à une réalité complexe, multidimensionnelle et menaçante pour toute la région.

A contrario, cette crise illustre la pertinence de la stratégie globale et de l'action collective auxquelles le Maroc n'a cessé d'appeler, depuis des années.

Les groupes armés obscurantistes ont exploité, l'année écoulée, les fragilités croissantes de l'Etat malien, affaibli par les divisions politiques et les dissensions militaires pour s'emparer de tout le Nord du pays et asservir, dans un écheveau complexe d'alliances locales, de sentiments ethniques et d'intérêts criminels, sa population à "des lois et des règles" barbares, totalement étrangères aux pratiques musulmanes séculaires, développées au fil des siècles, en toute harmonie dans la région.

Sur la route de tous les trafics transnationaux - d'armes, de drogues, de flux financiers illicites et de migrants - le Nord-Mali devenait ainsi une zone de non-droit, véritable sanctuaire de multiples groupes terroristes, plus ou moins autonomes, et composés d'éléments armés de différentes nationalités dont les objectifs et les desseins dépassent largement le seul territoire malien.

L'importante offensive militaire engagée vers le Sud, le 10 janvier dernier, a constitué non seulement un risque certain d'effondrement de l'Etat malien et de ses fondements, mais également une menace réelle pour le voisinage et la région tout entière.

Cette percée représentait aussi un véritable défi lancé à la Communauté Internationale, qui avait, quelques jours auparavant, arrêté dans la résolution 2085 du Conseil de Sécurité, une stratégie claire et articulée, devant permettre au Mali frère de recouvrer sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale et de rétablir son ordre constitutionnel.

Cette résolution contraignante du Conseil de Sécurité, adoptée sous la présidence marocaine, confirmait, au demeurant, que la crise au Mali représentait une menace à la paix et à la sécurité internationales contre laquelle tous les Etats membres étaient appelés à se mobiliser.

Je voudrais, à cet égard, féliciter vivement la CEDEAO pour son engagement pionnier aux côtés du Mali frère, son appréciation globale, juste et pertinente de la situation, sa mobilisation énergique à l'échelle internationale et, enfin, ses capacités à réagir promptement, malgré ses nombreuses contraintes logistiques et budgétaires.

Vos efforts ont nourri la réflexion internationale et déterminé la position du Conseil de Sécurité. Votre mobilisation aux côtés des forces françaises, maliennes et tchadiennes, a contribué à la libération de territoires et villes du Nord-Mali. Elle a aussi favorisé l'accélération de la mise en œuvre de la résolution 2085, dans sa triple dimension, politique, sécuritaire et humanitaire.

Et aujourd'hui, au moment où le règlement de la crise malienne est entré dans une phase opérationnelle, nouvelle et différente, la CEDEAO est encouragée à poursuivre ses actions de médiation, de facilitation, de protection et de stabilisation post-conflit.

Durant les étapes décisives et délicates à venir, les initiatives de la CEDEAO seront déterminantes pour accompagner le Mali, pays souverain, dans la réalisation de sa "Feuille de Route de Transition", et dans l'accomplissement des différents objectifs définis par le Conseil de Sécurité.

Tout comme votre rôle sera fondamental dans la transformation souhaitée- de la MISMA en opération de maintien de la paix des Nations Unies, à même de garantir, sous mandat précis, une stabilité consolidée du Mali.

La CEDEAO ne pourra objectivement accomplir cette mission historique sans un soutien politique, financier et logistique conséquent et approprié.

A ce titre, le Royaume du Maroc continuera à assumer pleinement ses responsabilités tant à l'échelle bilatérale comme voisin solidaire, qu'à l'échelle internationale, comme partenaire pour la paix et la sécurité dans la région.

Partisan d'une réponse globale à une menace globale, et fervent défenseur de l'approche prônée par votre sous-région, Mon pays ne ménagera aucun effort pour continuer de soutenir le peuple malien frère, en cette période particulièrement délicate et tourmentée de son histoire. Il entend ainsi poursuivre son action multiforme, en étroite concertation avec la CEDEAO et avec les Nations Unies.

Après avoir décidé, en son temps, l'octroi d'une aide humanitaire d'urgence pour alléger les souffrances des milliers de maliens déplacés au Sud ou réfugiés en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso, le Maroc demeure extrêmement attentif à la situation humanitaire préoccupante prévalant dans le pays.

En matière de soutien au développement, le Royaume entend renforcer sa coopération technique traditionnelle avec le Mali, au regard des besoins pressants et nouveaux de ce pays frère, sur les plans socio-économique et de la formation.

Toujours en appui aux efforts louables déployés par la CEDEAO, le Maroc soutiendra le nécessaire processus de réconciliation nationale au Mali, ouvert à toutes les sensibilités du pays qui s'engagent, sans violence armée et sans conditions, à respecter l'intégrité territoriale. Il souhaite, en particulier, appuyer, dans le strict respect de la pleine souveraineté du Mali et du libre choix des Maliens, les travaux de la "Commission Nationale de Dialogue et de Réconciliation", prévue à

cet effet.

L'approbation par tous les acteurs maliens du modèle à construire, des étapes à franchir et des modalités à mettre en œuvre est en effet, d'une importance capitale.

Elle permettra non seulement le dépassement des crispations et des contentieux d'hier, exaspérés par les ressentiments et les rancœurs d'aujourd'hui, mais suscitera également la construction, sur une base apaisée, unitaire et pérenne, d'une nouvelle gouvernance nationale, politique et territoriale, adaptée aux réalités géographiques, économiques et culturelles des différentes régions du pays.

Enfin, le Maroc continuera d'ériger la situation sécuritaire au Mali, indissociable, à ses yeux, de celle prévalant dans toute la région, parmi les priorités de sa diplomatie, aux Nations Unies et partout ailleurs.

La même démarche, volontariste et engagée, anime l'action du Maroc envers la Guinée Bissau sœur, soumise à une situation politique et sécuritaire fort préoccupante. Mon pays suit là également, avec sympathie, les efforts déployés par la CEDEAO et accompagne vigoureusement les initiatives régionales et internationales en faveur d'une transition démocratique crédible, de la consolidation des institutions et de la stabilisation sécuritaire. Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Maroc se réjouit du chemin parcouru par votre Communauté depuis sa création en 1975, ainsi que des élargissements, pertinents et progressifs, de son mandat.

La CEDEAO constitue aujourd'hui un cadre fédérateur des aspirations légitimes des peuples de la région ouest-africaine et un acteur

privilegié pour ses partenaires africains et internationaux.

A la faveur des évolutions constatées et des ambitions partagées, Je confirme aujourd'hui la volonté du Royaume du Maroc à approfondir davantage sa coopération avec la CEDEAO, en élargissant à de nouveaux horizons son statut de membre observateur, lui conférant un contenu significatif et singulier, sur les plans politique, économique, socio-culturel et stratégique.

Ainsi pourrons nous construire, sur la base des réalisations accomplies à ce jour, un partenariat privilégié et adéquat, volontaire et solidaire, au service de nos 16 peuples et de leur épanouissement, dans le progrès et la stabilité. Je vous remercie. Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh".